

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TERRES DU LAURAGAIS

Compte rendu
Conseil communautaire mardi 10 février 2017

Membres titulaires en exerce : 83
Membres présents à l'ouverture de la séance :
Titulaires : 66
Suppléants avec voix délibérative : 3
Suppléants sans voix délibérative : 1
Pouvoirs à l'ouverture de la séance : 9

Conseillers Titulaires présents : M, Mme. MATHE Denis, GRANOULLAC Gérard, GRANVILLAIN Patrick, VERCRUYSS Sandrine, PAGES Jean-François, POUS Thierry, ORIOI Andrée, DOU Alain, PORTET Christian, PERA Annie, MARTY Pierre, PASSOT Anne-Marie, ADROIT Sophie, CANCIAN Jean-Louis, CASSAN Jean-Clément, ALBAGLIE-DAUBRESSE Sybille, DAYMIER Marie-Gabrielle, POUILLES Emmanuel, DABAN Evelyne, FIGNES Jean-Claude, GUERRA Olivier, DUFOUR Roger, PEIRO Marielle, MENGAUD Marc, OLIVIERO Carole, LELEU Laurent, VALETTE Bernard, CALMETTES Francis, GARRIGOU Marc, BRESSOLES Gisèle, CAZENEUVE Serge, CROUX Christian, CANAL Blandine, FAVROT Bernard, SAFFON Jean-Claude, LAFON Claude, MOUYON Bruno, GAROFALO Marie-Claire, DUTECH Michel, BORGETTO Anne, GLEYES Lison, VIENNE Daniel, De PERIGNON Patrick, ROS-NONO Francette, MILLES Rémi, TOUZELET Michèle, MONTEIL Jean-Paul, ESCRICH-FONS Esther, LANDET Jean-Claude, POUNT-BISET Pierre, KLEIN Laurence, MASSICOT Robert, ROUQUAYROL Alain, HOULIE Jean-Pierre, ZANATTA Rémy, DURY Nicole, HEBRARD Gilbert, MIQUEL Laurent, PIQUEMAL-DOUMENG Marie-Claude, IZARD Pierre, PIC-NARDESE Lina, BARJOU Bernard, GRAFEUILLE-ROUDET Valérie, DOUMERC Jacques, DARNAUD Guy, FEDOU Nicolas

Conseillers Suppléants présents avec voix délibérative : SERRES Yvette, RANOUX Michel, CROUZIL Jean-Pierre

Conseillers Suppléants présents sans voix délibérative : JUSTAUT Sylvain

Conseillers Titulaires absents : TISSANDIER Thierry, MILHES Marius, FABRE-DURAND Evelyne, Georges MERIC, LAUTRE-CAHUZAC Rachel, DALENC Gilbert, PALOSSE Louis, De LAPAGNOLE Axel, DATCHARRY Didier, BRAS Aimé, RUFFAT Daniel, MOUYSSSET Maryse, RANCINANGUE Josiane, MIGEON Frédéric, MAGRE Denis, STEIMER John, CALASTRENG Jacqueline

Procurations :

Mme FABRE-DURAND Evelyne donne procuration à M.HEBARD Gilbert,
Mme LAUTRE-CAHUZAC Rachel donne procuration à Mme GAROFALO Marie-Claire,
M. De LAPAGNOLE Axel donne procuration à M. CANCIAN Jean-Louis,
M.MERIC Georges donne procuration à M.PORTET Christian,
M.DATCHARRY Didier donne procuration à Mme GLEYES Lison,
Mme MOUYSSSET Maryse donne procuration à Mme ORIOI Andrée,
Mme RANCINANGUE Josiane donne procuration à M. MATHE Denis,
Mme CALASTRENG Jacqueline donne procuration à M.FEDOU Nicolas
M.STEIMER John donne procuration à Mme ESCRICH-FONS Esther

Procurations reçus en cours de séance :

Mme DABAN Evelyne donne procuration à M.MILLES Rémi (à partir de 17h),
M.STEIMER John donne procuration à Mme ESCRICH-FONS Esther (jusqu'à 17h00),
Mme ESCRICH-FONS Esther donne procuration à Mme PEIRO Marielle (à partir de 17h00) ,
M.STEIMER John perd sa procuration à 17h00,
M.IZARD Pierre donne procuration à M.MASSICOT Robert (à partir de 17h20)
M.POUILLES Emmanuel donne procuration à M. ZANATTA Rémy (à partir de 18h00),
M. GUERRA Olivier donne procuration à M. DUFOUR Roger (à partir de 18h15),

Communauté de communes des Terres du Lauragais

Site Villefranche de Lauragais

Lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 15h00 à 17h00
☎ 05 61 81 19 14 📠 05 34 66 40 52
ZA Borde Blanche, 22 Chemin de la Camave
31290 Villefranche-de-Lauragais

Site Caraman

Du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 et
le vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00
☎ 05 62 18 42 80 / 📠 05 61 80 87 96
7 Avenue du Huit Mai 1945
31460 Caraman

Site Nailloux

Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 17h00
☎ 05 34 66 61 97/ 📠 05 34 66 97 97
Chemin du grill
31560 Nailloux

Le quorum est atteint

Monsieur Le Président ouvre la séance et rappelle l'ordre du jour qui a été vu en réunion du bureau le 2 février dernier.

Monsieur le Président rappelle aux élus que s'ils doivent partir en cours de séance, ils doivent se signaler aux agents à l'entrée.

Désignation du secrétaire de séance : Mme Carole OLIVIERO

Monsieur le Président indique que le compte-rendu du 7 février sera transmis ultérieurement.

1. Création et élections des membres des commissions thématiques

Arrivée de Mme DAYMIER Marie-GABRIELLE

Conformément à l'article L2121-22 et L5211-1 du CGCT, Monsieur le Président propose au Conseil communautaire de se prononcer sur la création des commissions thématiques intercommunales suivantes :

- Commission aménagement territorial
- commission développement économique, zones d'activités et MSAP
- Commission transition énergétique
- commission finances et marchés publics
- commission petite enfance : crèches et RAM
- commission environnement : déchets et assainissement
- commission tourisme
- commission culture et communication
- commission équilibre territorial et urbanisme
- commission enfance-jeunesse et périscolaire
- commission sport et vie associative
- commission espaces verts - randonnée, grands travaux et infrastructures
- commission voirie - transport
- Commission CIAS-MARPA
- commission aide à domicile et portage des repas
- commission zones humides, lac et rivières

Considérant qu'au regard des articles énoncés ci-dessus, peuvent être formées « des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres ». Monsieur le Président rappelle que les commissions seront pilotées par les vice-présidents qui en fixeront le rythme, les thèmes de travail. Le rythme de travail sera concordant avec le fonctionnement du bureau.

Monsieur le Président souhaite que les élus s'inscrivent à 2 commissions maximum et qu'il y ait 10 à 12 membres par commissions.

Monsieur le Président ajoute que de nombreux conseillers municipaux souhaitent siéger au sein des commissions.

Monsieur le Président propose d'étudier en premier lieu que les conseillers municipaux ayant perdu leur mandat communautaire puisse à l'avenir siéger au sein des commissions.

Arrivée de M. CALMETTES

Monsieur de PERIGNON propose qu'il y ait la création d'une commission agriculture, prospective et innovation.

Monsieur le Président propose d'intégrer cette proposition dans la commission développement économique.

Monsieur HEBRARD ajoute que la commission aménagement territorial serait plus appropriée pour traiter de l’agriculture.

Monsieur le Président ajoute que le premier travail des commissions consistera à faire un état des lieux.
Monsieur IZARD rappelle que le Président est président de toutes les commissions.
Monsieur IZARD demande si la commission finances et marchés publics est une émanation de la commission d’appels d’offres
Monsieur le Président répond qu’il s’agit d’une commission bien distincte.

Monsieur de PERIGNON demande les différences entre les commissions aménagement territorial et équilibre territorial

Monsieur le Président répond que l’équilibre territorial est plus orienté sur les problématiques SCOT
Monsieur CALMETTES demande pourquoi lier les commissions espaces verts - randonnée, commission grands travaux et infrastructures

Monsieur le Président répond que les commissions pourront évoluer selon le contexte et les problématiques.

Monsieur le Président soumet au vote la création des commissions.
Le conseil approuve à l’unanimité des membres présents.

o Elections des membres des commissions thématiques

Monsieur le Président rappelle que conformément à l’article L2121-22, le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l’indication du sens de leur vote.
Il est voté au scrutin secret :
1° Soit lorsqu’un tiers des membres présents le réclame ;
2° Soit lorsqu’il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n’a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l’élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l’élection est acquise au plus âgé.

Le conseil communautaire peut décider, à l’unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l’ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le Président.

Monsieur le Président propose aux élus de s’inscrire dans les commissions souhaitées.
Le conseil approuve à l’unanimité le vote à main levée de la liste par commission.

- Commission aménagement territorial

Mme	ADROIT	Sophie
M	De PERIGNON	Patrick
M	HEBRARD	Gilbert
M	MILLES	Rémi
M	POUILLES	Emmanuel
Mme	RANCINANGUE	Josiane

- commission développement économique, zones d'activités et MSAP

Mme	ADROIT	Sophie
M	BARJOU	Bernard
M	CALMETTES	Francis
M	De LAPLAGNOLE	Axel
M	DUFOUR	Roger
Mme	ESCRICH-FONS	Esther
M	FEDOU	Nicolas
Mme	GAROFALO	Marie-Claire
M	GUERRA	Olivier
M	LANDET	Jean-Claude
M	SAFFON	Jean-Claude
M	VALETTE	Bernard
M	VIENCE	Daniel

- Commission transition énergétique

M	DARNAUD	Guy
M	DATCHARRY	Didier
M	IZARD	Pierre
M	MATHE	Jude
M	MOUYON	Bruno

- commission finances et marchés publics

M	BARJOU	Bernard
Mme	CANAL	Blandine
Mme	DAYMIER	Marie-Gabrielle
M	De LAPLAGNOLE	Axel
M	De PERIGNON	Patrick
Mme	DURY	Nicole
Mme	GAROFALO	Marie-Claire
M	LANDET	Jean-Claude
M	LELEU	Laurent
M	MONTEIL	Jean-Paul
M	POUILLES	Emmanuel
M	SAFFON	Jean-Claude
M	STEIMER	John
M	VALETTE	Bernard

- commission petite enfance : crèches et RAM

Mme	ALBAGLIE-DAUBRESSE	Sybille
Mme	CALASTRENG	Jacqueline
Mme	DABAN	Evelyne
Mme	GAROFALO	Marie-Claire
Mme	GRAFEUILLE-ROUDET	Valérie
Mme	KLEIN	Laurence
M	MENGAUD	Marc
M	MONTEIL	Jean-Paul
Mme	MOUYSSET	Maryse
Mme	ORIOLE	Andrée
M	PAGES	Jean-François
Mme	PIQUEMAL-DOUMENG	Marie-Claude
Mme	TOUZELET	Michèle

- commission environnement : déchets—assainissement

M	DATCHARRY	Didier
M	HOULIE	Jean-Pierre
M	LANDET	Jean-Claude
M	MATHE	Jude
M	MIQUEL	Laurent
Mme	PEIRO	Marielle
Mme	PIQUEMAL-DOUMENG	Marie-Claude
M	POUILLES	Emmanuel

- commission tourisme

M	BARJOU	Bernard
Mme	CANAL	Blandine
M	CASSAN	Jean-Clément
M	DUFOR	Roger
Mme	ESCRICH-FONS	Esther
M	FAVROT	Bernard
Mme	GAROFALO	Marie-Claire
M	GUERRA	Olivier
Mme	LAUTRE-CAHUZAC	Rachel
M	MARTY	Pierre
M	PAGES	Jean-François
Mme	PERA	Annie

Mme	RANCINANGUE	Josiane
Mme	ROS-NONO	Francette
M	ROUQUAYROL	Alain
M	VIENNE	Daniel

- commission culture et communication

M	DUTECH	Michel
Mme	ESCRICH-FONS	Esther
Mme	FABRE-DURAND	Evelyne
Mme	GLEYES	Lison
M	MARTY	Pierre
M	PAGES	Jean-François
Mme	PEIRO	Marielle
Mme	PIC-NARDESE	Lina
M	POUILLES	Emmanuel

- commission équilibre territorial et urbanisme

Mme	ADROIT	Sophie
Mme	BORGETTO	Anne
Mme	BRESSOLES	Gisèle
M	CALMETTES	Francis
M	DARNAUD	Guy
Mme	DAYMIER	Marie-Gabrielle
M	De PERIGNON	Patrick
M	DOUMERC	Jacques
M	FIGNES	Jean-Claude
M	GRANOUILAC	Gérard
M	GRANVILLAIN	Patrick
M	LELEU	Laurent
M	MENGAUD	Marc
M	POUNT BISET	Pierre
M	STEIMER	John
Mme	VERCRUYSE	Sandrine
M	ZANATTA	Rémy

- commission enfance-jeunesse et périscolaire

Mme	ALBAGLIE-DAUBRESSE	Sybille
Mme	CALASTRENG	Jacqueline
M	CALMETTES	Francis

M	CANCIAN	Jean-Louis
M	CASSAN	Jean-Clément
M	CROUX	Christian
Mme	DURY	Nicole
M	DUTECH	Michel
M	FIGNES	Jean-Claude
M	GARRIGOU	Marc
Mme	GLEYES	Lison
M	GRANVILLAIN	Patrick
M	IZARD	Pierre
M	MOUYON	Bruno
Mme	MOUYSET	Maryse
Mme	OLIVIERO	Carole
Mme	PERA	Annie
Mme	PIC-NARDESE	Lina
Mme	VERCRUYSE	Sandrine

- commission sport et vie associative

M	CASSAN	Jean-Clément
M	CROUX	Christian
M	GARRIGOU	Marc
Mme	GLEYES	Lison
M	GRANVILLAIN	Patrick
M	MOUYON	Bruno
Mme	OLIVIERO	Carole
Mme	PIC-NARDESE	Lina

- commission espaces verts - randonnée, grands travaux et infrastructures

Mme	DABAN	Evelyne
M	De PERIGNON	Patrick
M	DOUMERC	Jacques
Mme	FABRE-DURAND	Evelyne
Mme	GAROFALO	Marie-Claire
M	LAFON	Claude
M	MIQUEL	Laurent
M	MOUYON	Bruno
Mme	ROS-NONO	Francette
M	ZANATTA	Rémy

- commission voirie - transport

Mme	ALBAGLIE-DAUBRESSE	Sybille
Mme	BORGETTO	Anne
Mme	BRESSOLES	Gisèle
Mme	CANAL	Blandine
M	CANCIAN	Jean-Louis
M	CROUX	Christian
M	DOUMERC	Jacques
Mme	DURY	Nicole
M	FEDOU	Nicolas
M	FIGNES	Jean-Claude
M	LAFON	Claude
M	MATHE	Jude
M	MENGAUD	Marc
M	MILLES	Rémi
M	POUILLES	Emmanuel
M	POUNT BISET	Pierre
M	POUS	Thierry
M	STEIMER	John

- Commission CIAS-MARPA

Mme	ALBAGLIE-DAUBRESSE	Sybille
Mme	GRAFEUILLE-ROUDET	Valérie
Mme	OLIVIERO	Carole
Mme	ORIOI	Andrée
Mme	PASSOT	Anne-Marie
Mme	TOUZELET	Michèle

- commission aide à domicile et portage des repas

Mme	ALBAGLIE-DAUBRESSE	Sybille
Mme	CALASTRENG	Jacqueline
Mme	GRAFEUILLE-ROUDET	Valérie
Mme	LAUTRE-CAHUZAC	Rachel
Mme	OLIVIERO	Carole
Mme	ORIOI	Andrée
Mme	PASSOT	Anne-Marie
Mme	TOUZELET	Michèle

- commission zones humides, lac et rivières

M	GUERRA	Olivier
M	HEBRARD	Gilbert
M	HOULIE	Jean-Pierre
M	LANDET	Jean-Claude
M	MASSICOT	Robert
M	PAGES	Jean-François
Mme	PEIRO	Marielle
M	VIENNE	Daniel

Départ de Mme DABAN et de Mme ESCRICH-FONS

2. Organisation des instances internes

- o Rattachement du Centre Intercommunal d’Actions Sociales (CIAS) à la Communauté de Communes des Terres du Lauragais et détermination du nombre de membres du Conseil d’Administration

La communauté de communes Ex Cœur Lauragais avait mis en place un Centre Intercommunal d’Actions Sociales (CIAS) dont la fonction principale était l’administration du Foyer Résidences pour Personnes Agées non dépendantes (Maison d’Accueil et de Résidence Pour l’Autonomie) située à Auriac-sur-Vendinelle.

Centre Intercommunal d’Actions Sociales (CIAS) CŒUR LAURAGAIS, dont le siège est à Caraman, a été créé en juin 2007 par la Communauté de Communes Cœur Lauragais. Il s’agit de l’unique CIAS existant avant la création de la Communauté de Communes des Terres du Lauragais. Il convient donc d’étendre le périmètre de compétences du CIAS, en le rattachant à la Communauté de Communes des Terres du Lauragais.

Il est également nécessaire de procéder au choix d’un nom, ainsi que de la composition des instances dirigeantes.

Articles L. 123 4 à L. 123 8 et R. 123 1 à R. 123 7, R. 123 10 à R. 123 23 et R. 123 25 du Code de l’action sociale et des familles.

Le CIAS est administré par un conseil d’administration présidé par le président de l’EPCI dont la composition est fixée par l’organe délibérant, selon le même mécanisme que pour un CCAS.

Le conseil d’administration du CIAS comprend, outre son président, en nombre égal :
- des membres élus titulaires parmi et par l’organe délibérant de l’EPCI au scrutin majoritaire, avec un minimum de huit et un maximum de seize membres ;
- des membres nommés par le président de l’EPCI parmi les personnes non membres de l’organe délibérant de l’EPCI et qui participent à des actions de prévention, d’animation et de développement social menées dans les communes considérées, là encore, de huit à seize membres.

Doivent figurer obligatoirement parmi les membres nommés quatre représentants : un représentant des associations qui œuvrent dans le domaine de l’insertion et de la lutte contre l’exclusion, un représentant des associations familiales désigné sur proposition de l’Union départementale des associations familiales, un représentant des associations de retraités et personnes âgées du Département et un représentant des associations de personnes handicapées du département.

Dès le renouvellement du conseil communautaire, ces associations ci-dessus mentionnées sont informées collectivement par voie d’affichage, le cas échéant, par tout autre moyen (en mairie de chaque commune par exemple) et notamment par voie de presse, du prochain renouvellement des membres nommés du conseil d’administration du centre intercommunal d’action sociale ainsi que du délai, qui ne peut être

inférieur à quinze jours, dans lequel elles peuvent formuler des propositions concernant leurs représentants.

Monsieur le Président propose au conseil de rattacher le Centre Intercommunal d’Actions Sociales (CIAS) ex Cœur Lauragais à la Communauté de Communes des Terres du Lauragais et de déterminer le nombre de membres élus et personnalités participant à des œuvres sociales

Monsieur le Président rappelle la composition antérieure Cœur Lauragais : 16 membres au total dont 8 élus et 8 personnalités extérieures.

Madame	VERCRUYSSSE	Sandrine
Madame	ORIOLE	Andrée
Madame	ADROIT	Sophie
Madame	ALBAGLIE-DAUBRESSE	Sybille
Monsieur	XERRI	Philippe
Madame	OLIVIERO	Carole
Madame	TOUZELET	Michèle
Madame	MOUYSSSET	Maryse
Conseillers nommés		
Madame	Céline	DELIBES
Madame	Chantal	JALABERT
Madame	Pierrette	LORTAL
Madame	Jeannine	MARCHETAUX
Madame	Hélène	OLIVIER
Madame	Elisabeth	RACAUD
Madame	Marie	TESTA
Monsieur	Jacques	VALDEYRON

Départ de M. DE PERIGNON

Le conseil adopte à l’unanimité des membres présents le rattachement du Centre Intercommunal d’Actions Sociales (CIAS) ex Cœur Lauragais à la Communauté de Communes des Terres du Lauragais.

Le conseil détermine le nombre de 8 membres élus et 8 personnalités participant à des œuvres sociales à l’unanimité des membres présents.

- **Nomination des membres du Conseil Communautaire siégeant au Centre Intercommunal d’Actions Sociales (CIAS)**

Monsieur le Président rappelle qu’il convient de désigner les membres du Conseil Communautaire qui seront appelés à siéger au sein du Conseil d’Administration de cette instance.

Il est proposé au conseil communautaire de se prononcer sur la désignation de 8 représentants titulaires.

Monsieur le Président propose Mesdames PASSOT et GRAFEUILLE ROUDET à la place de Madame ADROIT et Monsieur XERRI.

Madame	VERCRUYSSSE	Sandrine
Madame	ORIOLE	Andrée
Madame	GRAFEUILLE ROUDET	Valérie
Madame	ALBAGLIE-DAUBRESSE	Sybille
Madame	PASSOT	Anne Marie

Madame	OLIVIERO	Carole
Madame	TOUZELET	Michèle
Madame	MOUYSET	Maryse

Le conseil vote à l'unanimité la liste des 8

- **Rattachement de l'OTI à la Communauté de communes des terres du Lauragais et modification statutaire**

La compétence « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme » est inscrite parmi la liste des compétences obligatoires de la Communauté de Communes des Terres du Lauragais. Un seul et unique office de tourisme en tant qu'entité juridique (avec ou sans Bureaux d'Information Touristique) doit être établi.

Seules les stations classées de tourisme et les offices de tourisme ou sites ayant des « marques territoriales protégées » font l'objet d'une dérogation au transfert obligatoire de la compétence. Plusieurs offices de tourisme peuvent alors coexister. Cette dérogation ne peut s'appliquer à la Communauté de Communes des Terres du Lauragais.

L'Office de Tourisme des Coteaux du Lauragais Sud, dont le siège est à Nailloux, a été créé en mars 2011 par la Communauté de Communes CoLaurSud, sous statut d'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial. Il s'agit de l'unique office de tourisme intercommunal des Terres du Lauragais. Il convient donc d'étendre le périmètre de compétences de l'Office de Tourisme des Coteaux du Lauragais Sud, en le rattachant à la Communauté de Communes des Terres du Lauragais.

Pour cela, une modification statutaire s'impose. Celle-ci concerne principalement l'extension du périmètre, le choix d'un nom porteur touristiquement, le siège social ainsi que la composition des instances dirigeantes.

Monsieur le Président propose de rattacher l'EPIC Office de Tourisme des Coteaux du Lauragais Sud à la Communauté de Communes des Terres du Lauragais et d'approuver les statuts modifiés en conséquence ainsi que la nouvelle représentation dans le nouveau périmètre.

Monsieur le président ajoute que ces points sont des mises à jour comme pour le CIAS .

Le conseil adopte à l'unanimité des membres présents le rattachement de l'EPIC Office de Tourisme des Coteaux du Lauragais Sud à la Communauté de Communes des Terres du Lauragais et approuve les statuts modifiés en conséquence ainsi que la nouvelle représentation dans le nouveau périmètre.

- **Nomination des membres du Conseil Communautaire siégeant au Comité de Direction de l'EPIC « office de tourisme des terres du Lauragais »**

Monsieur le Président informe qu'il convient de désigner les membres du Conseil Communautaire qui seront appelés à siéger au sein du Comité de Direction de l'EPIC «office de tourisme des terres du Lauragais ».

Les membres représentant la Communauté de communes des Terres du Lauragais détiennent la majorité des sièges du Comité de Direction de l'Office de Tourisme.

Les conseillers communautaires et leurs suppléants, membres du Comité de Direction, sont élus par le Conseil Communautaire pour la durée de leur mandat.

Il est proposé au conseil communautaire de se prononcer sur la désignation de 13 représentants titulaires et 12 représentants suppléants.

Mme GAROFALO précise que suite aux réunions de travail qui se sont tenus en 2016, il a été convenu une représentativité de 4 titulaires et de 4 suppléants par ancienne collectivité.

Monsieur le Président fait un appel à candidatures

Il est proposé les noms suivants :

Membres titulaires	Membres suppléants
PORTET Christian	
GAROFALO Marie-Claire	LAUTRE-CAHUZAC Rachel
DUTECH Michel	PERA Annie
LANDET Jean-Claude	MARTY Pierre
VIENNE Daniel	RANCINANGUE Josiane
PAGES Jean-François	BARJOU Bernard
ESCRICH-FONS Esther	GUERRA Olivier
ROUQUAYROL Alain	SAFFON Jean-Claude
ROS-NONO Francette	PIQUEMAL-DOUMENG Marie-Claude
CASSAN Jean-Clément	HEBRARD Gilbert
ADROIT Sophie	HOULIE Jean-Pierre
OLIVIERO Carole	CROUX Christian
FABRE-DURAND Evelyne	MOUYON Bruno

Départ de Pierre IZARD

Le conseil décide, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations.

Le conseil approuve à l'unanimité des membres présents la liste des 13 titulaires et des 12 suppléants.

1. Délégations diverses

○ Délégation de pouvoir :

- du conseil vers le Président

Retour de M. de PERIGNON

Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales ;

Il est rappelé au regard de l'article énoncé ci-dessus que :

- « le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

- « lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant ».

Monsieur CANCIAN souhaite que dans le point gestion des emprunts soit supprimé « y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change ». Cette demande est demandée par lui et par Monsieur de LAPLAGNOLLE qui lui a donné procuration pour cette séance.

Monsieur CANCIAN demande la liste des emprunts.

Monsieur le Président propose de retirer ce point et soumet au vote les délégations suivantes :

- La gestion des emprunts et lignes de trésorerie destinés au financement des investissements inscrits au budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts et lignes de trésorerie, de passer à cet effet les actes nécessaires.
- La prise de décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords- cadres tels que définies à l'article 4 de l'ordonnance n°2015-399 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et leurs avenants, lorsque ces marchés sont inférieurs ou égaux à 25 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget

- La signature des documents nécessaires à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres tels que définies à l'article 4 de l'ordonnance n°2015-399 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et leurs avenants, lorsque ces marchés sont inférieurs ou égaux à 25 000€HT
- La décision en qualité de bailleur, ou l'acceptation, en qualité de preneur, de conclure des baux ou des mises à disposition relatifs à des biens immobiliers, à titre gratuit ou onéreux ;
- La conclusion et la révision du louage des biens pour une durée n'excédant pas 12 ans
- La souscription des contrats d'assurance ainsi que l'acceptation des indemnités de sinistre y afférentes dans les limites des règles relatives aux marchés publics
- L'aliénation de biens mobiliers de gré à gré jusqu'à 5000€
- La fixation des rémunérations et le règlement des frais et honoraires d'avocats, notaires, huissiers de justice et experts dans les limites des règles relatives aux marchés publics
- La sollicitation de subvention et la passation des conventions afférentes dans le cadre des opérations inscrites au budget.
- La possibilité d'intenter au nom de la communauté de communes des Terres du Lauragais les actions en justice ou de défendre la communauté dans les actions intentées contre elle, pour chaque niveau d'instance et devant tous les degrés de juridiction de l'ordre judiciaire ou administratif ainsi que devant les conseils de prud'hommes
- La désignation d'un avocat chargé de défendre les intérêts de la communauté de communes des Terres du Lauragais, dans les instances ci-dessus énumérées, dans les limites des règles relatives aux marchés publics
- L'approbation de la conclusion de tout protocole transactionnel destiné à terminer ou à prévenir un contentieux dans les limites des règles relatives aux marchés publics;
- Le règlement des conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules de service de la communauté, quel que soit le montant des sinistres, dans la limite des crédits ouverts au budget
- La prise d'arrêté et leur modification pour l'affectation des propriétés intercommunales utilisées par les services publics intercommunaux

Le conseil vote favorablement à la majorité des membres présents.
Une abstention

2. Délibérations de principe en matière de Ressources Humaines

○ Délibération de principe : remplacement d'agents selon l'article 3-1

Monsieur le Président rappelle que conformément à la Loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée et notamment son article 3-1, il est nécessaire de créer la délibération de principe autorisant le recrutement d'agents contractuels pour occuper des emplois permanents pour remplacer temporairement des fonctionnaires ou des agents contractuels afin d'assurer le bon fonctionnement des diverses compétences de la Communauté, dans les cas suivants :

- Temps partiel, congé annuel, congé de maladie ordinaire, de grave ou de longue maladie, congé de longue durée, congé de maternité ou pour adoption, congé parental, congé de présence parentale, congé de solidarité familiale, accomplissement du service civil ou national, rappel ou maintien sous les drapeaux, tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale.

Monsieur le Président demande au conseil de se prononcer sur ce mode de recrutement.
Le conseil approuve à l'unanimité des membres présents.

○ Création de postes

▪ Accroissement saisonnier d'activité

Afin de remplir ses missions et de faire face à certains besoins ponctuels, La communauté de communes des Terres du Lauragais est amenée à renforcer ses effectifs par la création de postes liés à un accroissement

saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois pendant une même période de douze mois consécutifs conformément aux dispositions de l'article 3 - 2° de la loi n°84-53 du 26/01/1984.

Monsieur Le Président indique que les besoins prévisionnels pour l'année 2017 sont indiqués au tableau présenté. L'ensemble des documents projeté sera également transmis en annexe du compte -rendu.

M MOUYON constate que la majorité des postes concerne le site de Nailloux.
Monsieur le Président confirme qu'il s'agit de postes pour les ALAE et ALSH de Nailloux.

Monsieur le Président ajoute que les structures de Nailloux fonctionnent sur une amplitude horaire plus grande que les centres de loisirs notamment celui de Villefranche car ils fonctionnent pendant le temps périscolaires.

Mme ALBAGLIE-DAUBRESSE demande des renseignements sur les contrats de 6 mois et 12 mois.

Monsieur le Président répond que les contrats de 6 mois concernent un agent de la crèche de Lanta et l'instructeur des ADS de Caraman.

Monsieur le Président soumet au vote la création de postes liés à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois pendant une même période de douze mois.

Le conseil approuve à l'unanimité des membres présents.

▪ **Accroissement temporaire d'activité**

Afin de remplir ses missions et de faire face à certains besoins ponctuels, la communauté de communes des Terres du Lauragais est amenée à renforcer ses effectifs par la création de postes liés à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois pendant une même période de dix-huit mois consécutifs conformément aux dispositions de l'article 3 - 1° de la loi n°84-53 du 26/01/1984.

Le Président indique que les besoins prévisionnels pour l'année 2017 sont indiqués dans le tableau projeté.
Monsieur le Président soumet au vote la création de postes liés à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois pendant une même période de dix-huit mois consécutifs

Le conseil approuve à l'unanimité des membres présents.

▪ **Création de postes en contrat Unique d'Insertion / Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI/CAE),**

Conformément au décret n°2009-1442 du 25/11/2009 relatif au contrat unique d'insertion, le contrat Unique d'Insertion / Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI/CAE), régi par les dispositions légales et réglementaires du code du travail, est conclu :

- Pour une période de *6 mois minimum, 24 mois maximum renouvellements inclus - sous réserve notamment du renouvellement de la convention* suivant accord du service prescripteur,
- à raison de *20 heures minimum par semaine*
- avec une rémunération définie selon un pourcentage du montant du SMIC en vigueur

Le Président indique que les besoins prévisionnels pour l'année 2017 sont indiqués dans le tableau projeté.
Monsieur le Président ajoute qu'il s'agit de 3 contrats aidés pour les 3 crèches sur le site de Nailloux.

Le Président indique que les besoins prévisionnels pour l'année 2017 sont indiqués dans le tableau projeté.

Monsieur le Président soumet au vote le contrat Unique d'Insertion / Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI/CAE), régi par les dispositions légales et réglementaires du code du travail

Le conseil approuve à la majorité des membres présents.
Une abstention

▪ **Création de postes permanents**

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée
Le président propose de créer des postes permanents pour le bon fonctionnement des services

Monsieur MOUYON demande pourquoi ces créations de postes permanents et non pas contractuels.

Monsieur le Président répond qu'il s'agit de création de postes afin de pérenniser des emplois, par exemple dans le cas de la MSAP à Nailloux, il est nécessaire de pérenniser l'emploi de l'agent d'accueil. L'agent proposé connaît le poste et est en capacité de suivre la mutation de ce service.

Monsieur GUERRA ajoute que l'objectif est de pérenniser le service et de faire confiance à une personne.

Mme ALBAGLIE-DEBRESSE souhaite savoir s'il est judicieux d'embaucher quelqu'un sur une compétence qui n'est pas obligatoire.

M GARRIGOU demande si le local va être délocalisé pour que le service MSAP soit utilisé par tous les habitants du territoire.

Monsieur le Président informe qu'actuellement le local pour le service MSAP est situé à Nailloux.
M de PERIGNON demande si la communauté de communes va rester sur l'exercice uniquement des compétences obligatoires

Monsieur le Président répond qu'aujourd'hui la question est de faire fonctionner les compétences actuelles.
L'accord doit être sur ce point.

Mme KLEIN demande si les services proposées par la MSAP ne sont pas redondants avec pôle emploi et la mission locale.

Monsieur le Président répond que les missions sont complémentaires entre ces diverses structures car elles permettent d'accompagner localement les personnes et les réussites sont nombreuses.

Mme CANAL ajoute que le travail de la MSAP se fait en collaboration avec pôle emploi et la MSAP.
Monsieur le Président ajoute sur le fait que ces compétences ne sont pas obligatoires et si elles ne perdurent pas au sein de l'EPCI alors elles seront restituées et exercées par les communes.

M GRANVILLAIN demande comment tous les habitants du territoire pourront bénéficier de ce service
Monsieur le Président précise que ce point fera l'objet de discussion et débat au sein des commissions.

M MOUYON affirme qu'aujourd'hui il n'est pas nécessaire de rigidifier la masse salariale sur des compétences dont on peut se séparer car la commune pourrait ne pas vouloir récupérer la compétence et l'agent.

Monsieur le Président soumet au vote la création des postes permanents pour le bon fonctionnement des services

Le conseil approuve à la majorité des membres présents.
Vote contre : 8
Abstention : 8

M CASSAN souhaite informer le conseil sur un article paru dans les cahiers de l'intercommunalité de février 2017 relatif à l'exercice de la compétence SPANC.

Monsieur le Président informe l'assemblée que ce point fera l'objet d'une étude et sera présenté à une prochaine assemblée.

Départ de M POUILLES

▪ Frais de déplacement des agents

Conformément au décret du 5 janvier 2007 (décret n° 2007-23 - JO du 7 janvier 2007) modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ; Les frais engagés par les agents territoriaux lors de déplacements nécessités par l'exercice de leurs fonctions peuvent faire l'objet de remboursements par les collectivités territoriales.

L'agent est alors indemnisé soit sur la base du transport public de voyageur le moins cher, soit sur la base d'indemnités kilométriques.

Si l'autorité territoriale l'autorise, l'agent peut aussi prétendre au remboursement des frais de parkings ou d'autoroute, sur présentation des justificatifs correspondants à l'ordonnateur.

Les indemnités kilométriques sont fixées par arrêté en fonction de la puissance fiscale du véhicule et de la distance parcourue.

L'arrêté du 26 août 2008 fixe ainsi qu'il suit par kilomètre :

	Jusqu'à 2 000 km	De 2 001 à 10 000 km	Après 10 000 km
Véhicule de 5CV et moins	0.25	0.31	0.18
Véhicule de 6 à 7 CV	0.32	0.39	0.23
Véhicule de 8CV et plus	0.35	0.43	0.25

Si l'agent utilise une motocyclette d'une cylindrée supérieure à 125cm³ il sera indemnisé à hauteur de 0.11€ du km. L'indemnisation sera de 0.08€ par kilomètre si l'agent utilise son vélomoteur ou tout autre véhicule terrestre à moteur. Dans ce dernier cas le montant mensuel des indemnités kilométriques ne peut être inférieur à 10€.

Conformément au Code du travail : article L3261-2 , au Décret n°2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement pour le déplacement domicile-travail des agents publics et à la Circulaire du 22 mars 2011 relative à la prise en charge partielle des abonnements correspondant aux déplacements domicile-travail des agents publics la collectivité prend en charge certains frais de déplacement de l'agent entre son domicile et son lieu de travail s'il utilise des moyens de transport en commun.

M MENGAUD précise que les agents doivent être assurés pour les déplacements professionnels.

Monsieur le Président précise que les déplacements sont remboursés au vu des ordres de missions.

Mme ORIOL demande si les aides à domicile bénéficient également des remboursements de déplacement.

M Le Président répond qu'il s'agit d'un fonctionnement différent.

Monsieur le Président propose au conseil de se prononcer sur le remboursement de ces frais.

Le conseil approuve à l'unanimité des membres présents.

○ Astreintes

Conformément au décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et au décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale, la collectivité à la possibilité de mettre en place des astreintes et d'indemniser les agents concernés pour leur réalisation.

Le Président rappelle les astreintes effectives dans les communautés de communes de Cap Lauragais, Cœur Lauragais et Coloursud au 31 décembre 2016 et ayant fait l'objet d'avis favorable du comité technique et de délibérations des collectivités respectives avant fusion :

Le tableau récapitulatif est projeté.

Il propose d'acter le maintien de ces régimes d'astreintes au sein de la communauté de communes des terres du Lauragais pour permettre le bon fonctionnement des services.

Monsieur le Président ajoute que les astreintes concernent notamment la gestion de la mise à disposition du gymnase ou les astreintes téléphonique pour les aides à domicile.

Monsieur le Président propose au conseil d'acter le maintien de ces régimes d'astreintes.

Le conseil approuve à la majorité des membres présents.

Abstention : 1

- **Heures complémentaires et supplémentaires**

Conformément au décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires Circulaire NOR LBLB0210023C du 11 octobre 2002 relative au nouveau régime indemnitaire des heures et travaux supplémentaires dans la fonction publique territoriale et au décret n°2002-598 du 25 avril 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour certains cadres d'emplois de la filière médico-sociale dont les corps de référence sont ceux de la fonction publique Hospitalière.

Un agent titulaire et non titulaire peut effectuer ponctuellement des heures en sus de sa durée hebdomadaire habituelle.

Ces heures ne peuvent être effectuées en fonction des nécessités de services et à la demande de l'autorité territoriale ou du chef de service.

Ces heures peuvent faire l'objet de rémunération dans certains cas et de récupération dans d'autres cas sur décision de l'autorité territoriale.

le Président propose au Conseil d'autoriser le paiement d'heures complémentaires aux agents à temps non complet, titulaires ou non titulaires et d'heures supplémentaires aux agents à temps complet, titulaires ou non titulaires afin d'assurer le bon fonctionnement des services de la Communauté.

Le conseil approuve à l'unanimité des membres présents.

- **Tableau des effectifs**

Conformément au Code des Collectivités Territoriales (Articles L2121-29, L2313-1, R2313-3) et sur l'article n° 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Toute collectivité a l'obligation de joindre chaque année au budget primitif et aux comptes administratifs votés par l'assemblée délibérante, un état de l'effectif du personnel au 31 décembre de l'année écoulée.

Le tableau des effectifs constitue la liste des emplois ouverts budgétairement pourvus ou non, classés par filières, cadres d'emplois et grades et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins du service.

Le tableau des effectifs est projeté.

Monsieur BARJOU demande si tous les éléments affichés sont des équivalents temps pleins (ETP)

Monsieur le Président répond qu'il s'agit d'agents et non d'ETP, soit 88 .

Départ de M GUERRA.

Le Président propose au Conseil de valider le tableau des effectifs

Le conseil approuve à l'unanimité des membres présents.

- **Adhésion Pôle Emploi**

Considérant les contrats à durée déterminée susceptibles d'être signés à compter de 2017 au sein de la communauté de communes des Terres du Lauragais, il conviendrait de s'affilier à Pôle Emploi pour le personnel non titulaire ou non statutaire.

Le Président propose au Conseil de s'affilier à Pôle Emploi pour le personnel non titulaire ou non statutaire.

Le conseil approuve à l'unanimité des membres présents.

3. Délibérations de principe des finances

- **Création des régies**

Suite à la fusion, il y a lieu de recréer les régies de recettes et d'avances qui existaient sur les territoires afin de permettre le bon fonctionnement et notamment l'encaissement des paiements des usagers.

- Accueil de loisirs sans hébergement intercommunal (ALSH), à Villefranche de Lauragais.
 - Régie de recettes et d'avances et sous régie de recettes

- Enfance/ Jeunesse à Nailloux
 - Régie de recettes et d'avances
- Développement touristiques à Nailloux
 - Régie de recettes et d'avances

Il est précisé que la régie MARPA qui figurait dans la note de synthèse transmise avec la convocation ne fait pas partie des régies à reconstituer.

Le Président propose au Conseil de reconstituer les régies de recettes et d'avances
Le conseil approuve à l'unanimité des membres présents.

o **Délibération des restes à réaliser**

Le montant des restes à réaliser en section d'investissement est déterminé à partir de la comptabilité d'engagement.

En dépenses d'investissement, il s'agit des dépenses engagées non mandatées au 31 décembre de l'exercice ;

En recettes d'investissement, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à émission d'un titre de recette.

Ainsi, il convient pour assurer le paiement des dépenses engagées non mandatées et la perception des recettes, certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre, d'établir l'état des restes à réaliser de la section d'investissement par opération et par budget à reporter sur l'exercice 2017.

Il est proposé au vote du conseil communautaire l'état des restes à réaliser par opération et par budget des collectivités fusionnées.

Le tableau est projeté.

M DOUVENEAU, trésorier, précise que les restes à réaliser seront en inscriptions nouvelles dans les budgets 2017, sauf pour le budget annexe ordures ménagères qui est un budget autonome.

M BARJOU confirme ces éléments.

Le Président propose au Conseil d'adopter le montant des restes à réaliser.
Le conseil approuve à l'unanimité des membres présents.

o **Autorisation dépenses ¼ budget investissement**

Selon les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Dans le cas où le budget de l'EPCI n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites aux budgets de l'année précédente des collectivités fusionnées.

L'exécutif est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts aux budgets des collectivités fusionnées de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de

paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Il est proposé au vote du conseil communautaire l'autorisation des dépenses dans la limite du quart des crédits ouverts aux budgets des collectivités fusionnées de l'exercice précédent.

Le tableau est projeté.

Le Président propose au Conseil de l'autoriser à mandater les dépenses dans la limite du quart des crédits ouverts aux budgets des collectivités fusionnées de l'exercice précédent.

Le conseil approuve à l'unanimité des membres présents.

- **Autorisation au profit de Monsieur le Trésorier pour effectuer les démarches et établir les documents de poursuites dans le cadre du recouvrement des impayés**

Au vu du décret n°2009-125 du 3 février 2009 relatif à la simplification des procédures de recouvrement des produits locaux, et, au vu de la nécessité pour la communauté de communes de délivrer une telle autorisation permettant à Monsieur le Trésorier de poursuivre les redevables afin d'obtenir le recouvrement des créances locales.

Il y est proposé au conseil communautaire de se prononcer sur l'autorisation à donner à Monsieur le Trésorier pour engager les mesures de recouvrement forcées chaque fois que le recouvrement à l'amiable n'a pu aboutir, sous peine de présenter les titres de recettes non soldés en non-valeur.

De plus, il est proposé au conseil communautaire de donner à Monsieur le Trésorier une autorisation permanente de poursuite pour la mise en œuvre d'oppositions à tiers détenteurs et de saisies.

Le Président propose au Conseil d'autoriser Monsieur le Trésorier pour engager les mesures de recouvrement forcées chaque fois que le recouvrement à l'amiable n'a pu aboutir, sous peine de présenter les titres de recettes non soldés en non-valeur.

Le conseil approuve à l'unanimité des membres présents.

- **Convention d'adhésion au service de paiement en ligne des recettes publiques locales « TIPI ».**

Afin de faciliter le paiement des usagers des services de la Communauté de Communes, il serait opportun de mettre en place un service de paiement par virement bancaire, ce mode de paiement pratique étant largement sollicité par de nombreux tiers.

Le service de paiement en ligne de la DGFIP dénommé « TIPI » permet aux usagers des collectivités adhérentes de payer, par l'intermédiaire du gestionnaire de télépaiement de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), les créances ayant fait l'objet d'un titre exécutoire.

Les frais de fonctionnement du service liés au gestionnaire de paiement sont entièrement pris en charge par la DGFIP.

Toutefois, la collectivité adhérente devra assurer le coût du commissionnement Carte Bancaire en vigueur pour le Service Public Local.

Le Président propose au Conseil de l'autoriser à mettre en place le service de paiement en ligne de la DGFIP dénommé « TIPI »

Le conseil approuve à l'unanimité des membres présents.

4. Questions diverses

Monsieur le Président informe l'assemblée des dates de réunions suivantes :

- 21/02/2017 : bureau à 17h00 à Nailloux - Moulin
- 22/02/2017 : conférences / ateliers du canal du midi 2017 (14h à 17h00 à Toulouse)
- 23/02/2017 : matinée gestion des archives (roques sur Garonne)
- 25/02/2017 : rencontre du dialogue citoyen (9h00-14h00)
- 21/02/2017 : bureau à 17h00 à Nailloux - Moulin
- 28/02/2017 : conseil communautaire à 17h00 (Maureville - SIEMN)

La séance est levée à 18h40.



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES TERRES DU LAURAGAIS

Conseil Communautaire

Vendredi 10 février 2017



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES TERRES DU LAURAGAIS

5. Délibération de principe Finances

Création des régies :

- **Accueil de loisirs sans hébergement intercommunal (ALSH), à Villefranche de Lauragais.**
Régie de recettes et d'avances et sous régie de recettes
- **Enfance / Jeunesse à Nailloux**
Régie de recettes et d'avances
- **Développement touristiques à Nailloux**
Régie de recettes

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES TERRES DU LAURAGAIS

5. Délibération de principe Finances

Restes à réaliser:

Budget Général de la Communauté de Communes Ex Cap Lauragais

Opération d'équipement N°173 - Etude techniques ALSH
Opération d'équipement N°176 - Achats matériels divers
Opération d'équipement N°187 - Pool routier 2013/2015
Opération d'équipement N°188 - Trottoirs
Opération d'équipement N°194 - Travaux ALSH
Opération d'équipement N°195 - Véhicules équipements
Opération d'équipement N°196 - Vidéosurveillance
Opération d'équipement N°197 - Cours de ferme
Opération d'équipement N°199 - Pool routier 2016/2019
Opération d'équipement N°200 - Dégâts d'intempéries
Opération d'équipement N°201 - Aménagement des locaux ateliers
Opération d'équipement N°202 - Aménagement ALSH

DEPENSES	Montant	RECETTES	Montant
Total des opérations	547 000€	Total des opérations	749 100 €
		Hors opérations	
		Article 10 222	163 763 €
TOTAL	547 000 €		912 863 €

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TERRES DU LAURAGAIS

5. Délibération de principe Finances

Restes à réaliser:

Budget Ordures Ménagères de la Communauté de Communes Ex Cap

Lauragais

Opération d'équipement N°166 - Equipement déchetterie
Opération d'équipement N°187 - Achat Matériel déchetterie
Opération d'équipement N°188 - Réparations véhicules
Opération d'équipement N°191 - Matériels pré-collecte 2015
Opération d'équipement N°192 - vidéosurveillance
Opération d'équipement N°193 - matériels pré collecte 2016
Opération d'équipement N°194 - matériels de collecte

DEPENSES	Montant	RECETTES	Montant
Total des opérations	322 946€	Total des opérations	103 750€
		Hors opérations	
		Article 10 222	89 579€
TOTAL	322 946 €		193 329 €

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES TERRES DU LAURAGAIS

5. Délibération de principe Finances

Restes à réaliser:

Budget Général de la Communauté de Communes Ex ColaurSud

- Opération d'équipement N°20- Déversoir barrage Lac Thésauque
- Opération d'équipement N°23- Projet cocagne
- Opération d'équipement N°24- Aménagement du Lac
- Opération d'équipement N°25- Réhabilitation du gymnase
- Opération d'équipement N°26- Zone de baignade
- Opération d'équipement N°27- Pool routier 2016/2018
- Opération d'équipement N°28- Remise aux normes Déchèterie

DEPENSES	Montant	RECETTES	Montant
Total des opérations	1 128 621.31€	Total des opérations	885 245.75€
Hors opérations		Hors opérations	
Article 2135	7 344€	Article 10 222	84 418.95 €
Article 2158	8 924.20 €	Article 1313	9 298.34 €
TOTAL	1 144 889.51 €		978 963.04€

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES TERRES DU LAURAGAIS

5. Délibération de principe Finances

Restes à réaliser:

Budget Général de la Communauté de Communes Ex Cœur Lauragais

- Opération d'équipement N°15- Terrain de sport Auriac
- Opération d'équipement N°23- Pool routier 2013/2015
- Opération d'équipement N°25- Acquisition Clim
- Opération d'équipement N°27- Etude crèche Caraman
- Opération d'équipement N°28- Extension crèche Ste Foy
- Opération d'équipement N°30- crèche 2 Lanta
- Opération d'équipement N°31- Terrain DVI
- Opération d'équipement N°32- Pool routier 2016/2018
- Opération d'équipement N°33- Construction atelier technique
- Opération d'équipement N°34- Travaux drainage zone Maureville

DEPENSES	Montant	RECETTES	Montant
Total des opérations	143 127,37€	Total des opérations	773 184,39€
hors opérations	97 943,21 €	Hors opérations	50 803,00€
TOTAL	241 070,58€		823 987,39 €

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES TERRES DU LAURAGAIS

5. Délibération de principe Finances

TOTAL des RESTES A REALISER 2016
Pour le budget général de la communauté de communes Des Terres du Lauragais

	Montant des DEPENSES	Montant des RECETTES
TOTAL ex Cap Lauragais	547 000 €	912 863 €
TOTAL ex CoLauraud	1 144 889.51 €	978 963.04€
TOTAL ex Cœur Lauragais	241 070.58 €	823 987.39 €
TOTAL Communauté de communes des Terres du Lauragais	1 932 960.09 €	2 715 813.43€

TOTAL des RESTES A REALISER 2016
Pour le budget annexe ordures ménagères

DEPENSES	Montant	RECETTES	Montant
Total des opérations	322 946€	Total des opérations Hors opérations Article 10 222	103 750€ 89 579€ 193 329 €
TOTAL	322 946 €		

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES TERRES DU LAURAGAIS

5. Délibération de principe Finances

Autorisation des dépenses ¼ budget investissement:
Budget Général de la Communauté de Communes Ex Cap Lauragais

Numéro d'opération	Libellé	article	Crédits votés au BP + DM	Crédits pouvant être ouverts par l'assemblée délibérante au titre de l'article L 1612-1 du CGCT
173	Etude techniques ALSH	2031	127 000 €	31 750 €
174	Achats matériels divers	2158 2051	11 000 € 1 000 €	2 750 € 250 €
188	Trottoirs	2158	215 000 €	53 750 €
191	Travaux de voiries supplémentaires	2317	87 000 €	21 750 €
193	Dégâts d'orages 2015	2317	21 000 €	5 250 €
195	Véhicules équipements	21571	10 000 €	2 500 €
196	Vidéosurveillance	2158	30 000 €	7 500 €
197	Cours de ferme	2317	10 000 €	2 500 €
200	Dégâts d'intempéries	2317	90 000 €	22 500 €
201	Aménagements des locaux ateliers	21735 2184	216 500 € 500 €	54 125 € 125 €
202	Aménagements ALSH	21783 21784	20 000 € 200 000€	5 000 € 50 000 €
Hors opérations		2313		150 000 €
TOTAL			1 039 000 €	409 750 €

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES TERRES DU LAURAGAIS

5. Délibération de principe Finances

Autorisation des dépenses 1/4 budget investissement:
Budget Général de la Communauté de Communes Ex Cap Lauragais

En 2016, 2 050 000 € de travaux ont été engagés en autorisation de programme (AP) et 205 000 € ont été inscrits en crédits de paiement (CP)

Libellé	Année	Montant AP	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP 2019
Pool routier 2016/2019	2016	2 050 000 €	205 000	615 000 €	615 000 €	615 000 €

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES TERRES DU LAURAGAIS

5. Délibération de principe Finances

Autorisation des dépenses ¼ budget investissement:
Budget Ordures Ménagères de la Communauté de Communes Ex Cap Lauragais

Numéro d'opération	Libellé	article	Crédits votés au BP + DM	Crédits pouvant être ouverts par l'assemblée délibérante au titre de l'article L 1612-1 du CGCT
166	Aménagement déchetterie	2135	60 000 €	15 000 €
187	Achat matériels déchetterie	2154	25 000 €	6 250 €
188	Réparation véhicules	21788	7 000 €	1 750 €
192	Vidéosurveillance	2157	53 700 €	13 425 €
193	Matériels pré collecte 2016	21757	15 000 €	3 750 €
194	Matériels de collecte	2154	44 000 €	11 000 €
Hors opérations	Matériel de transport	2182	200 000 €	50 000 €
TOTAL			404 700 €	111 175 €

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES TERRES DU LAURAGAIS

5. Délibération de principe Finances

Autorisation des dépenses ¼ budget investissement:

Budget Général de la Communauté de Communes Ex CoLaurSud

Numéro d'opération	Libellé	article	Crédits votés au BP + DM	Crédits pouvant être ouverts par l'assemblée délibérante au titre de l'article L 1612-1 du CGCT
20	Déversoir Barrage Lac Thésauque	2031	16 200 €	4 050 €
23	Projet Cocagne	2138	292 248 €	73 062 €
24	Aménagement Lac	21311	668 115 €	167 028.75 €
		2121	2 960 €	740 €
		21534	3 125.54 €	781.39 €
		2188	23 381.34 €	5 845.34 €
25	Réhabilitation du Gymnase	2135	258 555 €	64 638.75 €
26	Zone de baignade	2031	11 280 €	2 820 €
		2121	930 €	232.50 €
		2128	170 000 €	42 500 €
27	Pool routier 2016/2018	2317	264 000 €	66 000 €
28	Remise aux normes Déchèterie	2111	5 000€	1 250 €
		2135	22 158€	5 539.50 €
		2188	26 664 €	6 666€
Hors opérations		2031	4 032 €	1 008 €
		2121	1 080 €	270 €
		2135	4 800 €	1 200 €
		21571	72 200 €	18 050 €
		2158	14 204.20 €	3 551.05 €
		2183	10 094.13 €	2 523.53 €
		2184	1 374.68 €	343.67 €
		2188	11 500.99 €	2 875.25 €
TOTAL			1 883 902.88 €	470 975.73 €

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES TERRES DU LAURAGAIS

5. Délibération de principe Finances Autorisation des dépenses 1/4 budget investissement:

Budget Général de la Communauté de Communes Ex Cœur Lauragais

Numéro d'opération	Libellé	article	Crédits votés au BP + DM	Crédits pouvant être ouverts par l'assemblée délibérante au titre de l'article L 1612-1 du CGCT
15	Terrain foot Auriac	2312	150 000 €	37 500 €
25	Accessibilité Clim	2031	15 900 €	3 975 €
		2313	34 920 €	8 730 €
27	Etude crèche Caraman	2317	65 000 €	16 250 €
28	Extension crèche Ste Foy	2111	1 300 €	325 €
		2181	21 500 €	5 375 €
		2183	6 000 €	1 500 €
		2184	27 000 €	6 750 €
		2188	20 500 €	5 125 €
		2312	15 000 €	3 750 €
		2313	1 288 500 €	322 125 €
31	Agencement et aménagements de terrains	2312	10 000 €	2 500 €
32	Pool routier	2317	230 000 €	57 500 €
33	Construction atelier mécanique	2313	20 000 €	20 000 €
Hors opérations		2051	65 406 €	60 000 €
		21578	2 000 €	2 000 €
		2158	45 156 €	30 000 €
		2181	50 000 €	50 000 €
		2182	15 000 €	10 000 €
		2183	2 000 €	2 000 €
		2184	10 715 €	3 000 €
		2312	5 148 €	4 000 €
		2313	7 600 €	2 000 €
		2313	4 500 €	3 000 €
TOTAL			2 113 145	642 405 €
				12

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES TERRES DU LAURAGAIS

5. Délibération de principe Finances

Autorisation des dépenses ¼ budget investissement:

Budget Général de la Communauté de Communes des Terres du Lauragais

Collectivité fusionnée	Crédits pouvant être ouverts par l'assemblée délibérante au titre de l'article L 1612-1 du CGCT
ex Cap Lauragais	409 750 €
ex Coloursud	470 975.73 €
ex Cœur Lauragais	642 405 €
TOTAL	1 523 313,73 €

Budget annexe ordures ménagères

Budget annexe ordures ménagères	Crédits pouvant être ouverts par l'assemblée délibérante au titre de l'article L 1612-1 du CGCT
TOTAL	111 175€

ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITÉ
ANNÉE 2017

GRADES	CATEGORIE HIERARCHIQUE	NOMBRE	DURÉE	DUREE HEBDOMADAIRE	NIVEAU DE RÉMUNÉRATION	REPARTITION PAR SITE
Educateur territorial de jeunes enfants	B	1	6 mois maximum	35 h	Grille indiciaire du grade	Nailloux
Technicien principal de 1 ^{ère} classe	B	1	6 mois maximum	35 h	Grille indiciaire du grade	Nailloux
Rédacteur territorial	B	1	6 mois maximum	35 h	Grille indiciaire du grade	Caraman
Adjoint territorial d'animation principal de 2 ^{ème} classe	C	1	6 mois maximum	35 h	Echelle C2	Nailloux
Adjoint territorial d'animation	C	13	6 mois maximum	35 h	Echelle C1	Nailloux
Adjoint technique territorial	C	1	6 mois maximum	25 h	Echelle C1	Caraman
TOTAL		15				

ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ

ANNÉE 2017

GRADES	CATEGORIE HIERARCHIQUE	NOMBRE	DURÉE	DUREE HEBDOMADAIRE	NIVEAU DE RÉMUNÉRATION	REPARTITION PAR SITE
Technicien territorial	B	1	12 mois maximum	35 h	Grille indiciaire du grade	Nailloux
Educateur territorial de jeunes enfants	B	4	12 mois maximum	35 h	Grille indiciaire du grade	3 : Nailloux 1 : Caraman
Rédacteur territorial	B	1	12 mois maximum	35 h	Grille indiciaire du grade	Nailloux
Adjoint territorial d'animation	C	22	12 mois maximum	35 h	Echelle C1	Villefranche
Adjoint territorial d'animation	C	1	12 mois maximum	24 h 30	Echelle C1	Nailloux
Adjoint territorial d'animation	C	2	12 mois maximum	25 h	Echelle C1	Nailloux
Adjoint territorial d'animation	C	1	12 mois maximum	24 h 45	Echelle C1	Nailloux
Adjoint administratif territorial	C	3	12 mois maximum	35 h	Echelle C1	1 : Villefranche 1 : Nailloux 1 : Caraman
Adjoint administratif territorial	C	1	12 mois maximum	17 h 30	Echelle C1	Nailloux
Agent social territoriaux	C	2	12 mois maximum	17 h	Echelle C1	Nailloux
Adjoint technique territorial	C	25	12 mois maximum	35 h	Echelle C1	16 : Villefranche 1 : Nailloux 8 : Caraman

GRADES	CATEGORIE HIERARCHIQUE	NOMBRE	DURÉE	DUREE HEBDOMADAIRE	NIVEAU DE RÉMUNÉRATION	REPARTITION PAR SITE
Adjoint technique territorial	C	3	12 mois maximum	28 h	Echelle C1	Nailloux
Auxiliaire de puériculture territoriale principale de 2 ^{ème} classe	C	7	12 mois maximum	35 h	Echelle C2	2 : Nailloux 5 : Caraman
TOTAL		73				

CONTRATS DE DROIT PRIVÉ
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 10.02.2017

TYPE DE CONTRAT	NOMBRE	DUREE HEBDOMADAIRE	FONCTION	TAUX SMIC EN %	REPARTITION PAR SITE
Contrat Unique d'Insertion – Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CUI-CAE)	3	35 h	Assistante éducative petite enfance	100	Nailloux

EMPLOIS PERMANENTS
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 10.02.2017

GRADES	CATEGORIE HIERARCHIQUE	NOMBRE	DUREE HEBDOMADAIRE	SERVICE	NIVEAU DE REMUNERATION	REPARTITION PAR SITE
Educateur territorial de jeunes enfants	B	1	35 h	Petite enfance	Grille indiciaire du grade	Nailloux
Adjoint administratif territorial	C	2	35 h	Maison des Services et de l'Entrepise / Assainissement	Echelle C1	1 : Nailloux 1 : Caraman
Adjoint technique territorial	C	3	35 h	2 à l'Environnement 1 à la petite enfance	Echelle C1	2 : Villefranche 1 : Caraman
Adjoint technique territorial	C	1	25 h	Petite enfance	Echelle C1	Caraman
TOTAL		7				

ASTREINTES EFFECTIVES AU 01.01.2017

BESOINS	PERIODES		GRADES CONCERNES	STATUTS	FILIERE	AVIS DU COMITE TECHNIQUE
	SEMAINE	WEEK-END				
Gymnase Nailloux "événements week-end"		X	Agent de maîtrise Agent polyvalent	Titulaire et Contractuel	Technique	09/06/2016 13/12/2016
Service Aides à Domicile	X	X	Adjoints administratifs Agents sociaux	Titulaire et Contractuel	Administrative Sociale	16/05/2013 05/02/2015

TYPE DE CONTRATS	Effectifs Budgétaires	Effectifs pourvus	Dont à temps non complet	SITE
Emploi d'avenir	10	10		Villefranche : 6 Caraman : 3 Nailloux : 1
CUI-CAE	11	11	1	Caraman : 2 Nailloux : 9
CDDI (chantiers d'insertion)	18	16	16	Nailloux
TOTAL	39	37	17	

Grades	Catégories	Effectifs Budgétaires	ETP	Effectifs pourvus	Effectifs non pourvus	Dont à temps non complet	Dont non titulaires	Site
Directeur général des services (emploi fonctionnel)	A	1	1	1				Villefranche
Attaché principal	A	3	3	3				Caraman
Attaché	A	5	4,14	4	1	1		Caraman : 1 Villefranche : 1 Nailloux : 3
Ingénieur	A	2	2	2			2	Caraman
Cadre de santé de 2ème classe	A	1	1	1				Caraman
Puéricultrice de classe supérieure	A	1	1	1				Caraman
Puéricultrice de classe normale	A	2	2	2			1	Caraman : 1 Nailloux : 1
Technicien principal de 1ère classe	B	3	3	3			3	Nailloux
Technicien principal de 2ème classe	B	3	3	3				Villefranche : 2 Nailloux : 1
Technicien	B	1	1	1				Nailloux
Rédacteur principal de 1ère classe	B	2	2	2				Villefranche : 1 Nailloux : 1
Rédacteur principal de 2ème classe	B	2	2	2				Caraman
Rédacteur	B	4	3,5	4		1	1	Villefranche : 1 Nailloux : 2 Caraman : 1
Educateur principal de jeunes enfants	B	6	6	6				Nailloux : 3 Caraman : 3
Educateur de jeunes enfants	B	13	12,1	13		2	10	Nailloux : 6 Caraman : 7
Animateur principal de 1ère classe	B	1	1	1				Nailloux
Animateur principal de 2ème classe	B	3	3	3				Nailloux : 2 Villefranche : 1
Animateur	B	2	2	2				Nailloux : 1 Villefranche : 1
Educateur APS principal de 1ère classe	B	1	0,8	1		1		Villefranche
Assistant socio-éducatif	B	1	0,4	1		1		Caraman
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	6	6	6				Villefranche : 4 Nailloux : 2
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	8	7,31	8		1		Villefranche : 6 Caraman : 1 Nailloux : 1
Adjoint technique de 1ère classe	C	5	4,23	5		1	1	Villefranche : 1 Caraman : 1 Nailloux : 3

Grades	Catégories	Effectifs Budgétaires	ETP	Effectifs pourvus	Effectifs non pourvus	Dont à temps non complet	Dont non titulaires	Site
Adjoint technique de 2ème classe	C	63	60	63		12	12	Villefranche : 8 Caraman : 36 Nailloux : 19
Agent de maîtrise	C	7	7	7			1	Villefranche : 2 Caraman : 2 Nailloux : 3
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	1	1	1				Villefranche
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	2	2	2				Caraman : 1 Nailloux : 1
Adjoint administratif de 1ère classe	C	5	5	5				Villefranche : 2 Nailloux : 3
Adjoint administratif de 2ème classe	C	12	12	12		1	1	Villefranche : 3 Caraman : 2 Nailloux : 7
Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe	C	11	11	11			2	Caraman : 6 Nailloux : 5
Auxiliaire de puériculture de 1ère classe	C	12	12	12			6	Caraman : 5 Nailloux : 7
Auxiliaire de soins de 1ère classe	C	1	1	1				Nailloux
Adjoint du patrimoine de 1ère classe	C	1	1	1				Nailloux
Adjoint d'animation de 1ère classe	C	6	6	6			3	Nailloux
Adjoint d'animation de 2ème classe	C	50	36,99	49	1	41	41	Nailloux : 49 Villefranche : 1
Agent social de 2ème classe	C	13	8,67	13		12	4	Nailloux
TOTAL		260	235,14	258	2	74	88	